

**20 AVR. 2026**

Commune de Voreppe

**ARRÊTE MUNICIPAL N° 2026-0371**

**OBJET** : Réglementation temporaire de la circulation avenue du 11 novembre, sur le **trottoir au niveau de l'Arrosoir** pour réparation d'une chambre télécommunication ORANGE  
Le Maire de VOREPPE,

- Vu les articles L 2212-1 et L 2213.1 à L 2213.4 du code des collectivités territoriales, relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police, pour prendre les arrêtés visant à limiter ou interdire temporairement l'usage total ou partiel du domaine public,
- Vu le code de la route,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté Interministériel du 15 juillet 1974,
- Considérant la demande formulée par l'entreprise **CONSTRUCTEL** représentée par **PEREIRA José** : en date du **15/04/2026** concernant la réalisation des travaux suivants : **Réparation d'une chambre télécommunication ORANGE**
- Considérant que ces travaux entraîneront des perturbations de la circulation,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des personnels intervenants,

**ARRÊTE** :

**Article 1** : Le présent arrêté devra être présenté à toute réquisition des agents de la force publique sur demande.

**Article 2** : La circulation sera temporairement réglementée **sur le trottoir au niveau de l'Arrosoir**

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront à compter du **28/04/2026**, pour une durée prévisionnelle de **15 jours**.

**Article 4** : L'installation et l'organisation du chantier devra permettre à tout moment l'accès des services de secours.

**Article 5** : Les cheminements piétons devront être déviés et protégés.

**Article 6** : La signalisation réglementaire; conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière; de chantier et/ou de déviation sera mise en place, entretenue, déposée, sous la responsabilité et à la charge de l'entreprise chargée des travaux, sous le contrôle des services techniques de la Ville de Voreppe.

**Article 7** : Le présent arrêté autorise au pétitionnaire l'occupation du domaine public pour les surfaces nécessaires à l'implantation et la réalisation de chantier.

**Article 8** : Un état des lieux du secteur concerné par l'intervention pourra être organisé à la demande des services techniques municipaux, avant et après le chantier. La remise en état sera intégralement à la charge de l'entreprise. En l'absence de constat contradictoire, les lieux sont réputés en bon état et aucune contestation ne sera admise par la suite.

**Article 9 :** La propreté du domaine public, de voirie dans et à proximité de l'emprise, devra être satisfaisante pendant toute la durée du chantier.

**Article 10 :** Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter de la date de l'installation effective de la signalisation prévue à l'article 6.

**Article 11 :** Les agents de la force publique seront chargés de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'entreprise.

**Article 12 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, ou sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- 2 mois après l'instauration de recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Voreppe, le 16 avril 2026

**Danièle MAGNIN**



Adjointe chargée de l'urbanisme,  
aménagement, cadre de vie,  
environnement et développement durable